

Si j'avais à justifier mes actes devant ceux qui ne savent pas ce que c'est que liberté ou tyrannie, je m'emploierais, quant à moi, à démontrer et prouver par diverses raisons (car il y en a beaucoup) que les hommes ne doivent rien désirer davantage que de vivre en citoyens, et par conséquent en liberté ; la vie de citoyen étant plus rare et moins durable dans toute autre forme de gouvernement que dans la république. Je démontrerais encore que, la tyrannie étant totalement contraire à la participation des citoyens, ils ne peuvent également que la haïr par-dessus tout ; et que cette opinion a tellement prévalu, en d'autres occasions, que les tyrannicides libérateurs de leurs patries ont été réputés dignes des seconds honneurs, après les fondateurs de celles-ci. Mais puisque je m'adresse à ceux qui savent, et par raison et par expérience, que la liberté est un bien, la tyrannie un mal, tenant donc pour acquis ce principe général, je parlerai de mon action en particulier, non pour en réclamer récompenses ou éloges, mais pour démontrer que non seulement j'ai fait ce à quoi est tenu tout on citoyen, mais que j'aurais manqué à la patrie et à moi-même si je ne l'avais fait.

Et pour commencer par les choses les plus connues, il n'y a personne, je l'affirme, pour douter que le duc Alexandre, qui se disait de Médicis, fut un tyran de notre patrie ; sinon ceux qui, lui ayant donné leur faveur et ayant pris son parti, trouvaient ainsi à s'enrichir ; eux-mêmes pourtant ne pouvaient être ignorants ni aveuglés par leur intérêt au point de ne pas reconnaître en lui un tyran, mais comme cela tournait à leur propre avantage, se souciant peu du bien public, ils suivaient cette fortune - ces hommes qui, à la vérité, étaient peu estimables et peu nombreux, si bien qu'ils ne peuvent aucunement faire contrepoids au reste du monde, qui le réputait tyran, et à la vérité. Car la ville de Florence appartenant, par antique et longue possession, à son peuple, il s'ensuit que tous ceux qui la dirigent sans avoir été élus par le peuple à cette fin, sont des tyrans. C'était le cas de la maison de Médicis, qui a dominé notre cité pendant de longues années avec le consentement et la participation de la plus basse partie du peuple ; et encore n'eut-elle jamais qu'une autorité limitée, jusqu'au jour où après de nombreuses révolutions et de nombreux changements de gouvernement, le pape Clément VII vint, avec le déploiement de violence que l'on sait, priver de liberté sa propre patrie et lui imposer la tyrannie de cet Alexandre.

Lequel, une fois dans Florence, pour qu'on n'eût à douter s'il était un tyran, supprima toute participation des citoyens aux affaires, et jusqu'aux traces et au nom de république ; et comme s'il fallait, pour se montrer tyran, n'être pas moins impie que Néron, ni moins haïsseur des hommes et luxurieux que Caligula, ni moins cruel que Phalaris, chercha à surpasser routes leurs scélératesses. En effet, outre les cruautés infligées aux citoyens, lesquelles ne furent point inférieures à celles de ses devanciers, il surpassa, en faisant mourir sa mère, l'impiété de Néron : car Néron le fit par crainte pour l'État et sa vie, et pour prévenir ce qu'il redoutait qu'on lui fit ; Alexandre, lui, commit cette perfidie par pure cruauté et inhumanité, comme je dirai. À Caligula il ne fut inférieur non plus quant à vilipender, bafouer et meurtrir les citoyens, par des adulations, des violences, des paroles injurieuses et des menaces, qui sont, aux hommes tenant à l'honneur, plus dures à endurer que la mort, dont à la fin il les frappait. Et il a de bien loin surpassé en cruauté Phalaris car, si celui-ci punit justement Perillo de sa cruelle invention pour tourmenter les hommes et les faire mourir horriblement dans le taureau d'airain, on peut croire qu'Alexandre, lui, l'aurait récompensé s'il avait existé à son époque ; puisque lui-même méditait et trouvait de nouvelles sortes de tourments et de morts, comme de murer vifs des hommes en des lieux si étroits qu'ils ne pouvaient ni se tourner ni même bouger, mais semblaient ne faire qu'un avec les pierres et les briques ; et, ainsi logés, leur faisait donner une nourriture misérable et prolongeait le plus possible leur agonie, ce monstre que ne rassasiait pas la simple mort de ses citoyens.

Si bien qu'on peut comparer ses sept années de principat, quant à la luxure, l'avarice, les extorsions, les cruautés et impiétés, à sept années de Néron, de Caligula, de Phalaris, en choisissant les plus scélérates de toute leur vie, à proportion, toutefois, de cité et d'empire ; car on trouvera qu'en un temps si bref, tant de citoyens ont été chassés de leur patrie, puis poursuivis et tués jusque dans leur exil ; que tant ont été décapités sans procès et sans raison,

sur la seule foi de vains soupçons et pour des paroles sans aucune importance ; et que tant d'autres encore ont été empoisonnés et tués de sa main ou par ses satellites, uniquement pour que lui-même n'eût pas à rougir devant ceux qui l'avaient vu dans la condition où il naquit et fut élevé ; enfin, l'on découvrira qu'ont été commises tant d'extorsions et de rapines, et perpétrés tant d'adultères et de violences, non seulement dans les choses profanes mais même dans les sacrées, qu'il semblera difficile de juger si le tyran a été plus scélérat et impie que le peuple florentin ne fut patient et lâche, en supportant tant d'années de si graves calamités ; d'autant qu'il est plus dangereux — et c'était alors au plus haut point le cas — d'atermoyer que de s'atteler avec quelque espoir à libérer la patrie et assurer sa propre vie dans l'avenir.

C'est pourquoi ils se trompent, ceux qui n'hésiteraient à qualifier Alexandre de tyran, en alléguant qu'il fut installé au gouvernement de Florence par l'empereur qui, selon l'opinion, a l'autorité de confier la direction des États à qui lui plaît. En effet, quand l'empereur aurait cette autorité, il ne saurait l'exercer qu'à bon escient ; et dans le cas de Florence, en particulier, il ne pouvait en aucune façon en user ainsi puisqu'il s'était expressément engagé, dans les conventions qu'il passa avec le peuple florentin à la fin du siège de 1530, à ne pas remettre cette ville sous la servitude des Médicis. D'ailleurs, quand bien même l'empereur aurait eu l'autorité de le faire duc, et qu'il l'eût fait avec toutes les raisons et justifications du monde, de sorte qu'Alexandre eût été un prince plus légitime que le roi de France, sa vie dissolue, sa cupidité, sa cruauté n'auraient pas moins fait de lui un tyran. Ce que l'on peut comprendre clairement par l'exemple de Hiéron et de Hiéronyme de Syracuse, dont l'un fut appelé roi et l'autre tyran : car Hiéron s'étant signalé par cette sainteté de vie qu'attestent tous les auteurs, ses citoyens l'aimèrent de son vivant et le regrettèrent après sa mort ; Hiéronyme son fils, au contraire, qui étant son successeur time, pouvait sembler encore plus fermement assis à la tête de l'État, se rendit par sa conduite infâme tellement odieux à ces mêmes citoyens qu'il vécut et mourut en tyran : ses meurtriers furent loués et célébrés, tandis que s'ils avaient tué son père, ils auraient été blâmés et tenus pour des parricides. Ainsi, ce sont leurs mœurs qui conduisent les princes à devenir des tyrans, contre toutes les investitures, toutes les raisons et successions du monde.

Mais pour ne pas consommer plus de mots à prouver ce qui est plus clair que le jour, j'en viens à répondre à ceux qui disent que, tout tyran qu'il était, je ne devais pas, moi, le tuer, étant son serviteur, étant de son sang, et parce qu'il avait confiance en moi. Ceux-là, je voudrais seulement, comme punition de leur envie et de leur malignité, que Dieu les fit parents, serviteurs et confidents du tyran de leur patrie, s'il n'était trop impie de souhaiter tant de mal à une cité pour la faute de quelques-uns ; car ils cherchent à noircir ma bonne intention avec ces calomnies qui, fussent-elles fondées, n'en seraient aucunement capables. D'autant plus que, je le soutiens, je ne fus jamais serviteur d'Alexandre et qu'il n'était pas de mon sang ni mon parent ; et je prouverai qu'il ne se fia jamais à moi volontairement.

C'est de deux façons qu'on peut être appelé valet ou serviteur d'un autre : soit parce qu'on reçoit de lui une compensation pour le servir et lui être fidèle, soit parce qu'on est son esclave ; car, d'ordinaire, les sujets ne sont pas compris sous ce nom de valet ou de serviteur. Que je n'étais pas l'esclave d'Alexandre, c'est, je crois, une chose tout à fait manifeste, et il est aussi on ne peut plus manifeste, pour qui se soucie de le savoir, que non seulement je ne recevais aucune sorte de compensation ou salaire, mais que je lui payais ma part des impôts comme les autres citoyens ; et si, ayant plus de pouvoir que moi, il me croyait son sujet et son vassal, il dut se détromper quand nous fûmes à égalité. C'est pourquoi je ne fus jamais, ni ne pouvais être appelé, son serviteur.

Qu'il n'était pas de la maison de Médicis ni mon parent, cela est évident : il était né d'une femme de la plus basse et plus vile condition, de Colavecchi dans le pays de Rome, qui était employée dans la maison du duc Lorenzo aux dernières tâches domestiques, et avait pour époux un voiturier. Jusqu'à ce point l'évidence est complète. Ce dont on doute, c'est si le duc Lorenzo, dans ses années d'exil, eut affaire avec cette servante ; et si cela arriva, ce ne fut plus d'une fois. Mais peut-on être si peu au fait des coutumes et des lois des hommes au point d'ignorer que lorsqu'une femme a un mari, qui est là où elle est, aussi garce soit-elle, offrant son corps aux appétits de chacun, tous les enfants qu'elle fait sont toujours réputés, et sont, du mari ? Car les lois veulent

conserver l'honnêteté autant qu'il est possible. Si donc cette serve de Collevicchi, dont on ignore, vu sa noblesse, et le prénom et le nom, était l'épouse d'un voiturier (et cela est manifeste, tout le monde le sait), Alexandre, selon les lois humaines et divines, était fils de ce voiturier et non du duc Lorenzo. Ainsi il n'y avait rien entre lui et moi, sinon ce simple fait qu'il était le fils d'un voiturier de la maison de Médicis.

Qu'il n'avait pas confiance en moi, je le prouve par ceci qu'il ne me permit jamais de porter des armes : il me tint toujours désarmé, comme l'étaient les autres citoyens, qu'il soupçonnait tous. En outre, bien que je fusse toujours sans armes et lui armé, il évitait d'être avec moi, étant continuellement accompagné de trois ou quatre de ses satellites. Même cette nuit-là, qui fut la dernière, il se serait méfié, n'eût été sa concupiscence effrénée, qui l'aveugla et, contre sa volonté, le fit changer d'idée. Et comment eût-il pu se fier à moi, lui qui n'eut jamais confiance en nul homme au monde ? Car il n'aima jamais personne ; et les hommes ne peuvent se fier, d'ordinaire, qu'à ceux qu'ils aiment. Qu'il n'aimait personne et haïssait tout le monde, on le sait puisqu'il haït et poursuivit de ses poisons, et jusqu'à la mort, les êtres qui lui étaient les plus proches et qui auraient dû lui être les plus chers : sa mère et le cardinal de Médicis réputé son cousin.

Je ne voudrais pas que l'énormité de ces crimes vous portât à me soupçonner d'avoir imaginé ces choses pour le charger ; en fait, je suis si loin de les avoir imaginées que je les raconte le plus simplement que je peux, pour ne pas les faire plus incroyables qu'elles ne le sont par leur nature. De ces forfaits, innombrables sont les témoins, innombrables les relations, et toute fraîche la renommée ; on sait donc avec certitude que ce monstre, ce rebut de l'humanité, fit empoisonner sa propre mère pour cette seule raison qu'en restant en vie, elle témoignait de sa naissance obscure. En effet, bien que vivant lui-même depuis des années dans les grandeurs, il la laissait dans sa pauvreté, occupée à travailler la terre, jusqu'au jour où les citoyens qui avaient fui notre ville pour échapper à la cruauté et à la cupidité du tyran, et ceux qu'il en avait chassés, résolurent de conduire cette mère devant l'empereur, à Naples, pour montrer à Sa Majesté d'où était issu celui qu'il tolérait au gouvernement de Florence. Alors Alexandre, non qu'il eût été pris de honte à en oublier la piété et l'amour dus à une mère, sentiments qu'il n'eut jamais, mais emporté par la cruauté et la férocité qui étaient innées en lui, ordonna de la faire mourir avant qu'elle ne parvînt en présence de l'empereur. Entreprise dont on mesurera la difficulté en imaginant une pauvre vieille qui restait chez elle à filer sa laine et paître ses moutons ! Et qui, si elle n'espérait plus aucun bien de son fils, du moins ne craignait point une action si inhumaine et si horrible. N'eût-il pas été homme poussant au-delà de toutes bornes la cruauté et l'insanité, il eût pu l'amener secrètement en quelque lieu, où, même s'il ne voulait pas la traiter comme sa mère, il pouvait au moins la garder en vie, sans vouloir ajouter à l'obscurité de sa naissance une telle ignominie et une si infâme scélératesse. Pour revenir à mon propos, je conclus que n'ayant aimé ni sa mère, ni le cardinal de Médicis, aucun autre des êtres qui lui étaient le plus proches, il n'aima jamais personne, et en conséquence n'eut jamais confiance en personne, car, comme je l'ai dit, nous ne pouvons avoir confiance dans ceux que nous n'aimons pas. Ainsi, je ne fus jamais son serviteur ni son parent ; et il n'eut jamais confiance en moi.

Cela dit, ceux qui, mal informés ou pour quelque autre motif, me font une faute d'avoir tué Alexandre en alléguant les raisons susdites, révèlent, à mon avis, à quel point ils sont peu instruits des lois prescrites contre les tyrans, et des actions célébrées de ces hommes quituèrent jusqu'à leurs propres frères pour la liberté de la patrie. En effet, si les lois non seulement permettent, mais font obligation au fils d'accuser le père, au cas où il tenterait d'imposer la tyrannie à sa patrie, n'étais-je pas, moi, d'autant plus obligé de chercher à libérer la patrie déjà asservie, en tuant un individu qui, quand il eût été de ma maison (ce qu'il n'était pas), aurait été, selon ses propres prétentions, bâtard et éloigné de cinq ou six degrés de moi ? Si Timoléon en vint à tuer son propre frère pour libérer la patrie, et pour cela reçut tant d'éloges qu'on le célèbre encore aujourd'hui, de quoi ces malveillants s'autoriseront-ils pour me blâmer ?

Quant à tuer quelqu'un qui se fie à vous (ce que je ne dis pas avoir fait : j'affirme que si je l'avais fait, dans ce cas, ce n'aurait pas été une faute de ma part, et que si je n'avais pu faire autrement, je l'aurais fait), je demande à ces gens-là si, leur patrie étant opprimée par un tyran, ils défieraient celui-ci en combat, ou l'avertiraient de leur intention de le tuer, ou i raient délibérément le tuer, avec la conscience de devoir eux aussi mourir — ou bien s'ils

chercheraient à le tuer par tous les moyens, toutes les ruses, tous les stratagèmes, pourvu qu'il mourût et qu'eux restassent en vie ? Quant à moi, je pense qu'ils ne se donneraient pas la peine de le tuer, ni de l'une ni de l'autre façon, et l'on n'en peut croire autrement, puis qu'ils blâment celui qui a choisi le moyen qui se prêtait le mieux à l'entreprise. Si l'on supprimait cet accord et cette loi sacrés et saints entre les hommes, de ne pas tromper qui vous fait confiance, je crois fermement que la condition de l'homme serait pire que celle des bêtes ; car alors on enlèverait aux hommes principalement la foi, l'amitié et toute société, et la plupart des qualités qui nous rendent supérieurs aux bêtes brutes, sans compter qu'une partie de celles-ci jouit de plus de forces et de vie que nous, et est moins sujette aux hasards et aux nécessités humaines. Mais il ne s'ensuit pas qu'il faille aussi respecter cette foi et cette amitié envers les tyrans ; en effet, de même que ceux-ci pervertissent et embrouillent toutes les lois et les bonnes mœurs, de même les hommes ont l'obligation, contre toutes les lois et tous les usages, de chercher à les anéantir ; et plus vite ils le font, plus ils méritent d'éloges. Elle serait certes bonne pour les tyrans, mais mauvaise pour le monde, cette loi que vous voudriez introduire, suivant laquelle aucun de ceux à qui le tyran se fie ne doit le frapper ; car, pourvu qu'il fût confiance à tout le monde, personne, en vertu de votre loi, ne pourrait lever la main sur lui, et il n'aurait pas besoin de gardes et de forteresses. Je conclus donc que, de quelque façon qu'on s'y prenne pour les supprimer, il est bien que les tyrans soient tués.

J'en viens maintenant à répondre à ceux qui ne disent pas que j'ai commis une faute en tuant Alexandre, mais que j'ai eu tort de me conduire comme je l'ai fait après sa mort. Il me sera un peu plus difficile de les réfuter que les autres, car le résultat semble confirmer leur opinion : c'est là-dessus qu'ils s'appuient entièrement, à l'exclusion de toute autre considération, et bien que les hommes avertis, loin de juger des choses par les résultats, ont accoutumé de louer les résolutions bonnes et sages, même si l'effet obtenu est mauvais, et de blâmer les mauvaises, aussi heureuses qu'en soient les conséquences. Je veux en outre démontrer non seulement que je ne pouvais faire plus que je n'ai fait, mais encore que si j'avais tenté autre chose, il en aurait résulté des dommages pour la cause, et pour moi le blâme.

Je dis donc que mon but était de libérer Florence, et tuer Alexandre en était le moyen ; or, sachant que c'était une entreprise que je ne pouvais exécuter seul, mais ne voulant m'en ouvrir à personne, à cause du danger évident que l'on court en divulguant ce genre de choses, non tant d'exposer sa vie que de ne les pouvoir pas conduire à terme, je résolu d'agir seul tant que je pouvais me passer d'associés, et à partir du moment où je ne pourrais plus rien faire par moi-même, de me découvrir et de demander de l'aide. Cette résolution me fut heureuse jusqu'à la mort d'Alexandre ; j'avais jusqu'alors suffi pour accomplir ce qu'il fallait ; mais ensuite, j'ai commencé à avoir besoin d'un concours, car je me trouvais seul, sans amis ni confidents, et sans autre arme que cette épée avec laquelle je l'avais tué. Obligé donc de demander de l'aide, n'avais-je pas davantage à espérer de ceux du dehors que de ceux du dedans ; ayant vu avec quelle ardeur, quelle force d'âme ceux-là cherchaient à recouvrer leur liberté et, au contraire, avec quelles patience et lâcheté on supportait dans Florence la servitude ; et sachant que les premiers faisaient partie des hommes qui, en 30, s'étaient trouvés défendre si vaillamment leur liberté, et qu'ils s'étaient exilés volontairement – ce qui permettait de fonder plus d'espairs en eux qu'en ceux du dedans, puisque ceux-ci vivaient sous la tyrannie, alors que ceux-là préféraient être plutôt rebelles qu'esclaves ; sachant encore que les exilés étaient armés, et ceux du dedans sans la moindre arme ; tenant en outre pour assuré que ceux-là voulaient tous uniment la liberté, et sachant qu'à Florence les opinions étaient mélangées et que certains allaient jusqu'à vouloir la tyrannie ? On l'a bien vu (puis qu'il convient de juger d'après les résultats !) que dans toute cette ville, en une occasion pareille, il n'y eut personne pour se conduire, je ne dis pas en bon citoyen, mais en homme, sauf deux ou trois.

Ces gens qui me blâment, auraient apparemment voulu que je courusse la ville en appelant le peuple à la liberté et lui montrant le tyran mort ; selon eux, les paroles auraient mis en branle ce peuple qu'ils savent n'avoir point été ébranlés par les faits. J'aurais dû donc prendre ce cadavre sur l'épaule, à la façon des portefaix, et aller crier tout seul dans Florence, comme un fou ? Je dis « seul », parce que Piero mon serviteur, qui s'était conduit si bravement en m'aidant à tuer le duc, une fois l'affaire consommée et qu'il eut le loisir de penser au danger encouru et qu'il croyait encore courir, était tellement découragé que je ne pouvais plus rien en attendre.

Ne devais-je pas plutôt redouter, me trouvant au milieu de la garde du tyran et, pour ainsi dire, dans la maison même où étaient tous ses serviteurs, et le hasard voulant qu'il y eût cette nuit-là une lune éclatante, d'être cerné et abattu avant d'avoir fait trois pas hors de la porte ? Et si je lui avais enlevé la tête (qu'il était possible de cacher sous une cape), où allais-je me diriger, seul comme je l'étais et ne connaissant dans la ville personne à qui me fier ? Qui m'aurait cru ? Car une tête coupée change tellement d'aspect que, tenant compte aussi de la crainte, ordinaire chez les hommes, d'être mis à l'épreuve ou trompés, surtout, en l'occurrence, par moi, à qui l'on attribuait des desseins opposés à ceux que j'avais, je pouvais m'attendre à tomber plus tôt sur un homme qui me tuerait que sur un qui me croirait. Or, ma mort, dans ce cas-là, importait beaucoup : elle aurait donné du crédit au parti contraire et à ceux qui voulaient la tyrannie, puisqu'il eût pu sembler que ce mouvement était en partie étouffé et la mort d'Alexandre vengée ; ainsi, agissant de la sorte, je pouvais faire plus de tort à la cause que de bien. Aussi fus-je d'opinion tellement contraire à celle de ces gens-là que, bien loin d'annoncer la mort d'Alexandre, je fis tout mon possible pour la tenir secrète en cet instant ; et le laissant dans cette chambre où je l'avais tué, j'en emportai la clé, en homme qui eût voulu, si ceci eût été possible, que la mort du tyran fût découverte au moment même où l'on aurait appris que les émigrés étaient en marche pour venir recouvrer la liberté. Et ce n'est pas faute d'efforts de ma part s'il n'en a pas été ainsi.

Certains autres peuvent dire que je devais appeler la garde du tyran, le montrer gisant mort, leur demander de me conserver comme son successeur en cet État, bref, me mettre à leur merci ; et qu'ensuite, une fois les choses en mon pouvoir, j'aurais restauré la république comme il convenait de le faire. Que ceux qui font ces raisonnements comprennent au moins qu'on ne pouvait avoir aucune confiance dans le peuple ; mais ils ne comprennent même pas que si ces soldats, emportés par leur premier mouvement, et par la douleur de découvrir là leur maître mort, m'avaient tué moi aussi — comme ils l'eussent vraisemblablement fait — j'aurais perdu tout à la fois et la vie et l'honneur ; car tout le monde aurait cru que j'avais voulu la tyrannie pour moi-même et non pas la libération de la patrie ; dessein qui a toujours été on ne peut plus étranger à ma pensée, et dont, pour ce motif même, je me suis toujours employé à détourner celle des autres.

Si bien que, de la première façon, j'aurais à la cause et, de la seconde, à mon honneur. Toutefois j'avouerais volontiers m'être trompé en ne prenant aucun de ces partis ou quelque autre semblable, si je n'avais été conduit à espérer que les émigrés termineraient avec moi l'œuvre que j'avais commencée ; en effet, les ayant vus si récemment, à Naples, entourés d'une telle estime, venir avec tant de courage, et si unis, revendiquer leur liberté en présence du tyran, qui non seulement était en vie mais gendre de l'empereur à qui ils la réclamaient, ah ! Ne devais-je pas tenir pour certain que, celui-là étant désormais mort et l'empereur en Espagne et non plus à Naples, ils redoubleraient et de cette promptitude et de ce courage que je leur avais vus, et viendraient reprendre leur liberté, du moment que plus rien ne s'y opposait ? Et certes, j'aurais fait preuve, il me semble, de malignité en n'espérant pas cela de leur part, et de témérité en ne prenant pas ce parti plutôt que tout autre.

Jamais, je le confesse, ne me vint à l'esprit que Cosme de Médicis succéderait à Alexandre ; mais l'eussé-je pensé et cru, je ne me serais pas conduit autrement, après la mort du tyran, que je ne l'ai fait : car jamais je ne me serais attendu que les hommes qui passaient pour sages et avertis, préféreraient à la gloire véritable, présente et certaine, la future, incertaine et néfaste ambition.

Il y a autant de différence entre examiner les choses et les faire qu'entre les examiner avant et après les faits. Aussi ceux qui aujourd'hui considèrent si facilement ce que je devais faire alors, s'ils s'étaient trouvés là au moment de l'action, auraient un peu mieux mesuré à quel point il était impossible de soulever un peuple effrayé, abattu, humilié, désarmé, divisé, ayant dans son corps une garde et au-dessus de la tête une forteresse, laquelle l'épouvantait d'autant plus que la chose était nouvelle et inhabituelle à Florence. Et à moi, cela était encore plus difficile, qui, outre de porter le nom de Médicis, passais pour un tenant de la tyrannie. Si donc ceux qui examinent les choses après les faits et en constatent l'issue malheureuse avaient pu me conseiller alors, ils auraient vu d'un côté tant de difficultés à surmonter, et de l'autre les émigrés, si renommés, si nombreux, si riches, si unis dans l'aspiration à la liberté, comme tout le monde le croyait, et dont plus aucun obstacle n'empêchait le retour à Florence, puisque le tyran était supprimé — qu'ils auraient été, je crois, d'un avis opposé

à celui dont ils sont maintenant.

Bref, la chose se réduit à ceci : alors qu'ils auraient voulu que j'allasse seul et sans arme, de par la ville, réveiller le peuple et l'exhorter à la liberté, et que je m'opposasse à ceux qui étaient de l'opinion contraire (ce qui était impossible), je voulais, moi, faire cela aux côtés des exilés, et avec le concours des hommes du territoire florentin que je savais nous être pour la plupart favorables. Et si nous étions retournés à Florence avec la célérité et la détermination qui s'imposaient, nous n'y trouvions aucune mesure prise contre nous ; et ce n'est pas l'élection de Cosme, si mal fondée et si récente, qui pouvait nous nuire ou nous arrêter. Si donc j'avais trouvé chez les exilés ce courage et cette promptitude qui auraient dû être les leurs (et que la plupart possédaient, sauf les plus puissants d'entre eux), et quand ils n'auraient eu d'autres qualités que d'être des exilés, les choses, personne ne le niera, se seraient passées exactement comme je l'avais imaginé. Ce que l'on peut prouver et par de nombreuses autres raisons - qu'on omettra pour ne pas être trop long — : par l'affaire de Montemurlo : car, après avoir atermoyé pendant des mois, en permettant ainsi aux adversaires d'acquérir, outre les forces, autant de crédit qu'eux-mêmes en eussent pu gagner, ils auraient quand même réussi à libérer Florence, si la malignité ou l'inepte ambition de quelques-uns n'avaient donné aux adversaires cette victoire que ceux-ci n'espérèrent jamais. Se voyant vainqueurs, ils ne pouvaient encore y croire. C'est ainsi que les exilés échouèrent dans une entreprise dont la réussite ne faisait de doute pour personne. Aussi, sauf à vouloir encore juger d'après les résultats, on comprendra que si, alors, ils pouvaient (en sachant se conduire) rendre Florence à la liberté, encore plus certaine était l'affaire si, tôt après la mort d'Alexandre, ils avaient fait la moitié de l'effort qu'ils firent alors ; et qu'ils ne firent pas au bon moment parce qu'ils ne le voulurent pas : aucune autre raison n'en peut être alléguée.

Encore une fois, je veux bien avouer à ces gens-là m'être mal gouverné après la mort d'Alexandre, si, de leur côté, ils m'avouent avoir porté ce même jugement au moment où ils apprirent que je l'avais tué et m'étais sauvé. Mais s'ils firent alors un jugement opposé, s'il leur a semblé que j'avais fait beaucoup en le tuant et en me sauvant, et s'ils jugèrent à l'instant, considérant le nombre, la puissance et la réputation des citoyens expatriés, que Florence venait de recouvrer la liberté ; eh bien, moi, je ne veux pas leur accorder maintenant de se dédire, et de penser que j'aie quitté Florence par manque de courage ou désir immodéré de vivre ; outre qu'ils m'estimeraient homme de trop peu de jugement, en supposant que j'aie attendu jusqu'à ce moment-là pour m'apercevoir que ce dont je m'occupais était une occupation dangereuse. Mais qu'ils considèrent le tout et ils reconnaîtront que je n'ai jamais pensé à mon salut plus qu'il n'est raisonnable d'y penser ; que si je suis allé ensuite à Constantinople, ce fut pour avoir vu les choses prendre une tournure non seulement mauvaise, mais désespérée ; et que si le sort ne m'avait poursuivi jusque là-bas, ce voyage, peut-être, ne serait pas lui non plus resté vain.

Pour toutes ces raisons, je puis plus facilement me vanter d'avoir libéré Florence, l'ayant laissée sans tyran, qu'ils ne peuvent me reprocher d'avoir commis aucune faute ; car non seulement j'ai tué le tyran, mais je suis allé moi-même exhorter et solliciter ceux qui, je le savais, pouvaient, et je le pensais, voudraient, faire plus que les autres pour la liberté de leur patrie. En quoi serais-je donc coupable de n'avoir pas trouvé chez eux cette promptitude et cette ardeur qui auraient dû être les leurs ? Oh ! que puis-je de plus ? Que voie, dans ce que j'ai dû faire par moi-même et dans ce que j'ai pu faire sans l'aide d'autrui, si j'ai commis une faute ! Du reste, n'exigez pas des hommes plus qu'ils ne peuvent fournir ; et tenez pour certain que s'il avait été en mon pouvoir de faire que tous les citoyens de Florence aient envers leur patrie cette force d'âme qu'ils devraient avoir ; comme moi qui ne craignis point, pour supprimer le tyran (ce qui était le moyen d'atteindre le but que je m'étais fixé), d'exposer ma vie à un péril manifeste, de laisser dans l'abandon ma mère, mes frères et sœurs et les choses les plus chéries, et de réduire toute ma maison à cette ruine où elle se trouve à présent ; croyez que pour le but même, il ne m'en aurait point coûté de répandre mon propre sang et celui des miens, étant certain que ni eux ni moi n'aurions pu finir notre vie plus glorieusement qu'au service de la patrie.